OTTAWA – L'agence canadienne de renseignements financiers échange des informations avec les policiers et les espions canadiens qui tentent d'en savoir davantage sur les sources de revenus des combattants de l'État islamique (ÉI).

Selon le directeur du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), les renseignements financiers sont devenus incontournables dans les enquêtes sur les organisations terroristes.

Le cas du groupe armé ÉI démontre tout le mal qu'une organisation peut commettre lorsqu'elle a des revenus importants, estime Gérald Cossette, qui prononçait un discours à l'Université de Carleton, jeudi.

L'agence a un accès privilégié à des informations bancaires et financières qui lui permettent de tracer des liens entre certains Canadiens et des organisations terroristes à l'étranger. Elle a d'ailleurs déjà fourni des données au Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) sur ce cas précis.

Le CANAFE tire ses renseignements notamment de banques, de compagnies d'assurances, de courtiers immobiliers et même de casinos. Les institutions financières sont tenues de déclarer toutes les transactions ou transferts de 10 000 $ ou plus. Elles doivent aussi rapporter tous les cas suspectés de blanchiment d'argent ou de financement d'organisations terroristes.

L'année dernière, le Centre a communiqué 234 informations reliées au financement d'organisations terroristes ou à une menace potentielle pour la sécurité du Canada. Il s'agit d'une hausse de 450 pour cent par rapport à 2008.

M. Cossette n'est pas en mesure de préciser combien de ces renseignements concernaient des extrémistes qui se rendent à l'étranger.

«Lorsque nous recevons des requêtes du SCRS ou de la GRC, ils ne disent pas

nécessairement s'il s'agit de quelqu'un qui veut partir à l'étranger (…) C'est peut-être quelqu'un qui travaille ici, ou à l'étranger. Peut-être quelqu'un qui revient au pays, ou qui compte s'en aller ailleurs. Ils ne nous disent pas clairement: « cette personne pourrait partir, alors nous avons besoin d'information »», a-t-il souligné.

Certaines banques ont même commencé à étoffer des dossiers à partir d'informations accessibles au public, comme des données révélées par les médias, pour aider le CANAFE. Récemment, une banque a remarqué qu'un de ses clients avait été mentionné dans un bulletin de nouvelles et cela l'a encouragé à fournir des informations à l'agence.

Le directeur du Centre témoignera devant le comité du Sénat sur la sécurité nationale et la défense lundi pour discuter des menaces qui pèsent sur le Canada.

Cet article Les renseignements financiers sont clés dans la lutte contre l’État islamique est apparu en premier sur L'actualité
.

Consultez la source sur Lactualite.com: Les renseignements financiers sont clés dans la lutte contre l'État islamique